

ÉTATS-UNIS. UNE CRISE MAJEURE

page 11

6 472
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous?
(page 16)

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



Au nom de "l'unité nationale", ils veulent sacrifier les retraites, la Sécu, les hôpitaux, l'école, les services publics, pour sauver les banquiers et les capitalistes

POUR DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS, IL FAUT ROMPRE AVEC CETTE POLITIQUE

UNE DÉCLARATION DES SECRÉTAIRES NATIONAUX DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT (POI)

CE 29 septembre restera un jour noir pour les travailleurs du monde entier. Effondrement des Bourses : en quelques mois, la Bourse de Paris a perdu 40 % de sa valeur. De grandes institutions bancaires, comme Fortis ou Dexia, sont déclarées en faillite et sauvées « de justesse » par le rachat par les gouvernements nationaux. Plus d'un an après l'éclatement de la crise dite des « subprimes », la crise ne fait que s'approfondir. Travailleurs, n'accordez aucune confiance aux analyses et commentaires des représentants du gouvernement et à leurs soutiens qui vous disent que les choses vont s'améliorer. C'est l'inverse !

N'accordez aucune confiance à ceux qui vous appellent à forger une « union sacrée européenne », comme le fait le journal capitaliste *Les Echos*, ne leur accordez aucune confiance, car une telle union sacrée ne vise qu'à intégrer les organisations

ouvrières aux politiques anti-ouvrières de l'Etat et de l'Union européenne. Le Parti ouvrier indépendant (POI) l'affirme sur la base des faits : contrairement aux déclarations des uns et des autres, cette crise ne résulte ni des « excès » de déréglementation ni des « erreurs », des imprudences, des négligences. Cette crise découle du fonctionnement même du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Un système qui considère comme légitime et normal que des milliards et des milliards s'accumulent à un pôle de la société, tandis que pauvreté et misère s'étendent à l'immense majorité de la population. Un système où il est légitime et normal que la classe capitaliste cherche par tous les moyens à mettre en valeur son capital, y compris les moyens des guerres, de la décomposition sociale, de l'endettement forcé des secteurs les plus pauvres de la population. C'est ce système qui fait faillite. La crise est la crise du capitalisme lui-même. *(lire la suite en page 2)*

L'actualité politique et sociale

A quoi sert la "Commission pour le développement de La Poste".

page 5

Santé privée et action sociale. Des milliers de salariés en grève et en manifestation nationales le 30 septembre.

page 6

Dossier

Le projet de loi Bachelot sur l'hôpital.

page 7

Vie du parti

Reportage des comités du Bas-Rhin.

page 8

Tribunes libres

Interview de Jack Lefebvre, membre du bureau national du SNES.

page 10

L'actualité internationale

Grande-Bretagne : après le congrès du Labour Party.

page 12

Palestine : l'égalité des droits est-elle "intolérable" ?

page 13

Dossier international

La solution à la crise du capitalisme passe-t-elle par sa "régulation" ?

page 14

**Informations ouvrières. Profitez de notre offre exceptionnelle.
Pour tout nouvel abonné : 12 numéros : 10 euros**

Une déclaration des secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI)

(Suite de la page une)

Compte tenu de l'actualité, nous publions, en lieu et place des chroniques, la déclaration des secrétaires nationaux du POI. Nous prions nos chroniqueurs de bien vouloir nous en excuser.

■ LA RÉDACTION

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef :

Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

• Imprimerie :

Rotinfed 2000, Paris.

• **Tirage :** 20 000 exemplaires.

• Commission paritaire :

0909 C85 410.

• **ISSN :** 0813 9500.

• Rédaction :

Informations ouvrières
87, rue du F^bs-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479
Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23.

Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail :
diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal :
à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex

E-mail

informations-ouvrieres@fr.oleane.com

A nos yeux, cela confirme que nous avons eu raison, voilà quatre mois, de fonder un Parti ouvrier indépendant qui inscrit son action dans « *le combat historique pour le socialisme* », afin « *d'en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, d'abolir le patronat et le salariat, d'établir une société de justice et d'égalité, fondée sur la socialisation des moyens de production et d'échanges* ».

La crise est telle que la classe capitaliste se déchire elle-même sur les moyens d'y faire face. Aux Etats-Unis, ce 29 septembre, le plan Paulson a été rejeté par la majorité du Congrès. Mais, même en crise, les capitalistes sont d'accord entre eux pour frapper durement les travailleurs et la jeunesse. En une seule journée, ce 29 septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a sorti de ses coffres-forts 120 milliards d'euros pour « *injecter des liquidités sur les marchés* ». Autrement dit, pour permettre aux banquiers et aux spéculateurs de disposer de sommes gigantesques pour continuer à spéculer. Au total, entre le 15 et le 30 septembre, la BCE a sorti 914 milliards d'euros de ses caisses, à la demande de la FED. A cela s'ajoute, pour des dizaines de milliards d'euros, le rachat des banques faillies par les Etats nationaux. Où cela va-t-il s'arrêter ?

914 milliards d'euros sortis. Quand les spéculateurs sont en danger, la BCE n'hésite pas. Mais que fait la même BCE quand la catastrophe frappe les travailleurs et leurs familles, à Arcelor, à Renault, Alstom, dans l'agriculture, quand les charrettes de licenciements liquident les industries entières ? Elle interdit aux gouvernements nationaux (qui l'acceptent) de prendre quelque mesure que ce soit. Elle interdit de nationaliser ou d'investir dans les industries, car — traité de Maastricht oblige — il faut respecter la « *concurrence libre et non faussée* ». 914 milliards d'euros : et pour les alimenter, il faut liquider notre Sécurité sociale, privatiser les services publics, supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans l'enseignement, les hôpitaux, etc.

N'EST-CE pas là la véritable nature de la BCE et de l'Union européenne, simples instruments de la classe capitaliste et des spéculateurs, simples relais des exigences de Wall Street ? Comment comprendre dans ces conditions que les dirigeants des organisations qui affirment parler au nom des travailleurs et de la démocratie ne soient pas unis pour faire prévaloir les solutions d'urgence permettant de sauver le peuple travailleur ? Comment comprendre le soutien constant apporté par les dirigeants du Parti socialiste à l'Union européenne et ses institutions ? Comment comprendre les déclarations qui se multiplient, du côté du gouvernement comme du côté de « l'opposition », sur les conditions d'une « unité nationale » ? Mais qu'est-ce que l'« unité nationale » ? Sur injonction de l'Union européenne, le gouvernement prépare un budget meurtrier pour la classe ouvrière, menace les retraites et la Sécurité sociale, il annonce la disparition des départements et le regroupement forcé des communes. Et avant même les effets de la crise actuelle, le chômage atteint un niveau record en ce mois d'août 2008. Et les charrettes de licenciements se multiplient. L'« unité nationale », « l'union sacrée européenne », cela veut dire l'ordre corporatiste, que toutes les organisations sont intégrées à cette politique. Qui peut l'accepter ?

914 milliards d'euros sortis par la BCE sur ordre de Wall Street ? Et pour privatiser La Poste, le gouvernement installe une commission pour « *préparer les conditions de l'ouverture à la concurrence pour le 1^{er} janvier 2011* ». Comment comprendre que les représentants des organisations syndicales ouvrières participent à une telle commission ? 914 milliards d'euros et le gouvernement prétend « économiser » sur les heures de cours des lycéens, remettant en cause à cette occasion le baccalauréat comme diplôme national et préparant des dizaines de milliers de suppressions d'emplois d'enseignants ! Mais comment comprendre que la principale organisation syndicale enseignante accepte de participer à de prétendues discussions sur cette réforme du baccalauréat permettant au gouvernement de mettre en œuvre sa contre-réforme ?

La situation est d'une extrême gravité. Le gouvernement se veut rassurant. La réalité, c'est qu'une menace terrible pèse sur le pays. Chacun le comprend : on ne pourra s'en sortir avec un

gouvernement qui n'a de cesse de vouloir intégrer les organisations à une « union sacrée » chargée de mettre en œuvre tous les diktats de l'Union européenne. Chacun le comprend, l'indépendance du mouvement ouvrier est la question centrale.

LE Parti ouvrier indépendant (POI) appelle à lutter contre l'instauration de l'« union sacrée », pour l'indépendance du mouvement ouvrier et pour la démocratie. Le Parti ouvrier indépendant (POI) appelle à ouvrir la plus large discussion permettant aux travailleurs de toutes tendances de surmonter les obstacles auxquels la lutte de classe est confrontée et de chercher ensemble les solutions pour la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations sur leurs revendications. Tel est le sens de la conférence pour l'unité que le Parti ouvrier indépendant (POI) appelle toutes et tous à préparer.

Face aux gouvernements soumis aux banquiers, aux spéculateurs et aux diktats de l'Union européenne, le Parti ouvrier indépendant (POI) appelle à lutter pour un gouvernement qui gouverne pour le travail, pas pour le capital.

- Un gouvernement qui confisquerait purement et simplement les avoirs des banques et institutions de crédit faillies, sans la moindre indemnité ni rachat.

- Un gouvernement qui abrogerait toutes les dispositions d'exonération de la Sécurité sociale et contraindrait les patrons à rendre les 230 milliards d'euros d'exonérations dont ils ont indûment bénéficié, rétablissant la Sécurité sociale de 1945 dans ses principes fondateurs.

- Un gouvernement qui décréterait l'augmentation générale des salaires et des pensions.

- Un gouvernement qui renationaliserait immédiatement EDF-GDF, la SNCF, La Poste, et les rétablirait en monopole public, bloquerait les privatisations, interdirait le démantèlement des grandes industries, renationaliserait Renault, Airbus, etc.

- Un gouvernement qui mettrait un terme immédiat aux interventions étrangères sous l'égide de l'OTAN, c'est-à-dire de Washington, et retirerait les troupes françaises d'Afghanistan, affectant les milliards de l'intervention à l'école, la santé, etc.

Pour qu'un gouvernement agisse ainsi, il lui faudra se libérer des chaînes de la BCE et de l'Union européenne. C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant (POI) se prononce pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine donnant à un tel gouvernement les moyens de sa souveraineté.

ON peut partager ou non les positions du POI. Mais qu'on les partage ou pas, est-il possible d'accepter ce qui se passe ? Est-il possible, pour qui veut défendre les intérêts de la classe ouvrière, de continuer à participer aux tables rondes, positions communes, points de convergence et autres commissions « Ailleret », qui permettent au gouvernement de poursuivre son œuvre destructrice ? Est-il possible de s'intégrer à l'« union sacrée européenne » ? Ou bien, au contraire, n'est-il par urgent de rompre avec tout cela ? Il n'est plus d'actualité de dire que la catastrophe menace : elle arrive droit sur nous. L'unité des rangs ouvriers et des organisations doit se sceller au plus vite pour y faire face. Il faut pour cela, répétons-le, rompre avec toute forme d'« unité nationale sous l'égide de l'Union européenne ».

Les 4 et 5 octobre se réunira, pour la première fois depuis la fondation du Parti ouvrier indépendant, le conseil fédéral national (CFN) du POI. Le CFN est l'instance la plus élevée entre deux congrès, rassemblant tous les représentants des comités départementaux, ainsi que les membres du bureau national.

Nous soumettrons à ce CFN des propositions pour un programme d'urgence et de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, pour l'indépendance du mouvement ouvrier et de la démocratie.

CLAUDE JENET, GÉRARD SCHIVARDI,
JEAN MARKUN, DANIEL GLUCKSTEIN,
secrétaires nationaux
du Parti ouvrier indépendant (POI),
le 30 septembre 2008